

Violence envers les femmes

dimanche 29 novembre 2009, par [MMF](#) (Date de rédaction antérieure : 27 novembre 2009).

La violence envers les femmes est structurelle. Il s'agit d'une caractéristique inhérente au système patriarcal et capitaliste dont les hommes, les groupes d'hommes, les institutions patriarcales et les Etats se servent pour contrôler la vie, le corps et la sexualité des femmes. Bien que la violence touche les femmes en tant que groupe social, il faut comprendre ses différentes formes, l'époque où elle a lieu et les raisons qui l'engendrent car chacune des violences commises est insérée dans un contexte différent.

Dans un contexte particulier, quels sont mécanismes qui occasionnent la violence dirigée à l'encontre des femmes à cause de leur propre sexe ? Selon les idées reçues, la violence survient dans des situations extrêmes et localisées et elle ne concerne que des individus. Or, elle nous touche toutes, puisque nous avons toutes déjà eu peur, changé notre comportement ou limité nos choix sous la menace de la violence. Les idées reçues font aussi croire que la violence envers les femmes est un problème spécifique des classes populaires et des cultures « barbares ». Cependant, nous savons que la violence envers les femmes est transversale et qu'on la retrouve dans toutes les couches sociales quelles que soient la culture, la religion et la situation géopolitique.

Bien que plus fréquente dans la sphère privée - sous forme de violence domestique, que ce soit sexuelle, physique, psychologique ou abus sexuel - la violence contre les femmes et les fillettes est également présente dans la sphère sociale entre autres sous forme de féminicide [1], harcèlement sexuel ou physique au travail, différentes formes de viol, marchandisation du corps des femmes, trafic de femmes et de fillettes, prostitution, pornographie, esclavage, stérilisation forcée, lesbophobie, négation de l'avortement sûr, des options reproductives et de l'autodétermination, etc et . Le silence, la discrimination, l'impunité, la dépendance des femmes vis-à-vis des hommes et les justifications théoriques et psychologiques font en sorte que la violence envers les femmes devienne tolérable et s'aggrave.

On a recours à la violence, à la menace ou à la peur de la violence pour exclure les femmes de l'espace public. Les femmes payent de leur vie le fait de travailler en dehors de la maison au lieu de rester chez elles comme le dicte la culture patriarcale, le fait d'aller à l'école ou à l'université, d'« oser » vivre leur sexualité ouvertement ou de se prostituer par manque d'options. Dans un contexte de criminalisation des mouvements sociaux, la répression contre les femmes revendicatrices prend très souvent la forme d'une violence sexuelle. De plus, la discrimination contre les femmes est aggravée par la superposition avec d'autres formes de discrimination telles que celles dûes à la couleur de leur peau, leur langue, race, ethnie, classe (et situation financière), religion, sexualité....

La violence contre les femmes est enracinée dans le système patriarcal et le capitalisme qui imposent un besoin de contrôle, d'appropriation et d'exploitation du corps de la femme. Le patriarcat se fonde sur deux principes : la notion selon laquelle les femmes sont la propriété des hommes (c'est à dire, les femmes seraient au service des hommes et ne devraient jamais leur dire non) et la séparation des femmes en deux catégories : les « saintes » et les « putes ». Dans ce système, celles qui ne se conforment pas au rôle de « saintes », bonnes mères et épouses sont punies et subissent des violences. Par exemple, des hommes se justifient souvent d'avoir agressé leur épouse verbalement ou physiquement parce que le repas n'était pas prêt ou parce que les vêtements

qu'ils voulaient porter n'avaient pas été lavés. On exerce aussi des violences sur les femmes considérées « putes » pour les punir et, dans ce cas, les agresseurs et la société justifient l'agression en alléguant soit que la femme marchait seule la nuit, soit qu'elle est lesbienne et qu'on doit lui apprendre à être hétérosexuelle ou encore que sa tenue était indécente..

En tant qu'élément de la culture patriarcale, la masculinité est associée à l'agressivité et on apprend aux jeunes hommes qu'être violents (et ne pas montrer ses émotions) c'est être « véritablement un homme » ; on les pousse, dans certains cas, à s'unir à des gangs sexistes ou racistes. De nouvelles formes de violence à l'égard des jeunes femmes, comme l'harcèlement sexuel des écolières et des étudiantes, et des violences de groupes dans les écoles voient le jour et s'amplifient instaurant des relations et des divisions de rôles sexistes entre filles et garçons. Ces stéréotypes dévastateurs ne sont pas remis en question publiquement.

La notion imposée par le patriarcat selon laquelle les femmes sont la propriété des hommes a aussi un aspect économique qui s'exprime par l'union du patriarcat et du capitalisme et qui impose une division sexuelle du travail en déterminant les rôles « naturels » des femmes et des hommes. Ainsi, les femmes sont considérées une main-d'œuvre très bon-marchée, toujours disponibles pour s'occuper des autres et exécuter le travail que cela engendre. Nous assistons donc à deux niveaux de domination de la femme par le système patriarcal et capitaliste : d'une part, l'exploitation du travail de la femme et d'autre part, la violence qu'elle subit et qui vise à maintenir la domination de l'homme. Par conséquent, nous ne pouvons pas parler d'élimination de la violence envers les femmes sans demander l'éradication des systèmes patriarcaux, capitalistes et colonialistes.

La violence envers les femmes et la misogynie s'intensifient tandis que les acteurs et les politiques de la globalisation néolibérale renforcent leur prise sur l'économie. Le féminicide s'accroît lorsqu'on favorise et signe des accords de libre-échange dans les Amériques (comme le ALENA - Accord de libre-échange nord-américain - par le biais duquel les locaux de travail, comme les usines, profitent de la flexibilité des lois du travail et de l'environnement) : de nombreuses femmes mexicaines sont assassinées, par exemple, quand elles franchissent la frontière des Etats-Unis et dans la ville frontalière de Ciudad Juárez. L'attaque aux droits reproductifs et aux services de santé augmente alors que les services sociaux sont privatisés ou supprimés du budget. Etant donné la globalisation de l'industrie sexuelle, on trafique de plus en plus de femmes plus jeunes. Les femmes sont violées au cours des guerres déclarées au nom de la « propagation de la liberté » et des invasions réalisées par les puissances étrangères (comme l'invasion américaine en Afghanistan) « se justifient » au nom de la défense des droits des femmes.

Comment pouvons-nous lutter contre la violence envers les femmes ?

Dans de nombreux pays, il existe déjà des lois et des conventions internationales telles que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW) qui ont pour but de « protéger » celles-ci. Cependant, elles sont insuffisantes car, dans la plupart des cas, elles ne sont même pas appliquées. De plus, ces lois et conventions traitent la violence à l'égard des femmes comme si c'était un problème à nous, un problème que nous devrions gérer tandis que, comme nous l'avons vu auparavant, c'est le rôle des hommes dans la violence qui doit être remis en question et le fait que la violence est structurelle qui doit être dénoncé.

Nous savons que les mesures punitives sont nécessaires mais insuffisantes pour éliminer la violence ; dans les pays où elles existent, les femmes n'appartenant pas à la classe moyenne, urbaine et blanche y ont difficilement accès. Il faut exiger la responsabilisation des Etats, revendiquer des politiques publiques pour les femmes qui ont survécues aux violences, pour les femmes et enfants trafiqués, les groupes minoritaires (femmes de couleur, d'une religion spécifique, etc.), les femmes rurales, les migrants et les autochtones. Nous avons besoin de mesures pour enrayer et punir les

actes de violence avant même que ceux-ci ne soient réalisés.

Nous devons aussi débattre le rôle des gouvernements et des Etats. Aujourd'hui, l'Etat est à la fois protecteur et oppresseur, à la fois porteur d'intérêts généraux et défenseur des privilèges, mais aussi patriarcal et violent envers les femmes, les peuples autochtones, les migrants, les personnes colorées [2]. D'une part, la police fait respecter de nombreuses politiques que nous avons revendiquées, d'autre part elle exécute la violence envers les femmes, réprime les mouvements sociaux et n'est pas impartiale en termes de questions sociales et raciales. Nous reconnaissons les contradictions inhérentes à ce contexte dans la mesure où beaucoup de femmes ne peuvent compter que sur l'Etat, qui représente le pouvoir extérieur et supérieur, pour se défendre contre la violence au sein de leur communauté et famille. L'Etat que nous réclamons est un Etat qui promeut les libertés et droits pour tous et toutes, qui intervienne dans l'économie et qui soit structuré et ait des formes diversifiées de démocratie participative et un contrôle citoyen.

Les femmes continuent de résister individuellement et collectivement. Toutes les fois qu'une femme agit de façon à dénoncer la violence envers elle-même ou envers les femmes de sa communauté, elle casse le paradigme dominant. Nous devons soutenir sa résistance, condamner et dénoncer les hommes qui commettent des violences à l'égard des femmes. Nous devons aussi confronter publiquement les hommes et la société sur la violence envers les femmes, dénoncer la complicité entre les hommes, les Etats et les institutions telles que les forces armées et les religions. Il faut mobiliser la société civile, penser stratégiquement et promouvoir des actions radicales afin de prévenir et dénoncer la violence masculine envers les femmes. Dans ce procès, les femmes du secteur non lucratif - qui proposent des services essentiels pour donner du pouvoir et de l'attention aux femmes - et les mouvements locaux forts - ayant comme protagonistes les femmes des communautés - jouent un rôle décisif.

Nous, membres de la Marche mondiale des femmes, voulons nous engager dans des débats et actions politiques d'envergure qui promeuvent des changements dans nos cultures patriarcales et devancent la violence afin d'être véritablement préventifs. Nous connaissons déjà l'étendue et l'intensité de la violence ; par conséquent, il ne faut pas attendre encore une dénonciation, mais placer ce thème à l'ordre du jour au sein des groupes de femmes, organisations mixtes, radios communautaires, ainsi que dans les journaux et les autres moyens de communication des différents mouvements. C'est la raison pour laquelle nous sommes d'avis que le mouvement féministe doit élaborer une auto-organisation de femmes, forte et d'envergure, pour lutter pour notre autonomie (économique, sexuelle, reproductive, personnelle, etc.) et autodétermination.

Les groupes de femmes se consolident lors des réunions, conversations, débats, manifestations et cours d'autodéfense. L'objectif n'est pas de reconnaître la violence sexiste comme étant un problème propre à certaines femmes, mais de nous fortifier toutes, en apprenant et réapprenant à résister, à construire et reconstruire nos vies, sans violence.

Nous reconnaissons que le fait que des mouvements mixtes - urbains et ruraux - se disposent à braver la violence envers les femmes est un pas important dans la lutte en question. Ainsi, nous déclarons notre solidarité à la « Campagne Mondiale pour en finir avec les violences envers les femmes » de la Via Campesina qui a été lancée lors de sa cinquième conférence internationale qui s'est tenue au Mozambique, en octobre 2008. Nous reconnaissons l'importance du fait que non seulement les femmes mais aussi les hommes s'engagent à responsabiliser les hommes pour la violence à l'égard des femmes.

Pour faire face à la violence envers les femmes, nous demandons :

- L'adoption de mesures démontrant l'engagement des différents acteurs à reconnaître les femmes

comme des individus et des citoyens de plein droit, dès l'enfance. Par exemple : l'utilisation d'un langage inclusif dans le matériel didactique, la promotion de l'éducation non-sexiste rompant avec la division sexuelle et hiérarchique des rôles entre garçons et filles, des campagnes de sensibilisation populaire et la garantie des espaces de participation politique ;

- Le soutien financier des mouvements et groupes de femmes sans buts lucratifs qui appuient celles qui se remettent de discriminations, abus et violences ;

- Que les mass media, en tant que porte-paroles du système patriarcal et capitaliste, soient tenus responsables de la mauvaise représentation, appropriation et abus du corps féminin ;

- La prévention de la violence envers les femmes et les fillettes par le biais d'activités de sensibilisation qui expliquent comment la violence a lieu, quelles en sont les causes et comment elle se manifeste, et également à travers l'encouragement de l'auto-organisation des femmes ;

- La condamnation de l'utilisation systématique du corps des femmes comme butin de guerre lors des conflits armés ainsi que du rejet de leur famille et communauté qui les considèrent coupables de la violence qu'elles ont subie et auquel elles doivent faire face (elles et leurs enfants, fruits des viols) ;

- La punition des auteurs des violences exercées envers les femmes - que ce soit dans la sphère privée ou publique .

Et nous réaffirmons notre engagement à :

- Dénoncer les diverses expressions de violence patriarcale dans les différents pays telles qu'entre autres le féminicide, les mutilations génitales, le lévirat - sororat [3] , les crimes d'honneur, le tourisme sexuel, le trafic des femmes et des enfants, la stérilisation forcée, et les situations de violence que les femmes engagées et actives dans les luttes, les femmes incarcérées, les lesbiennes et les femmes handicapées ;

- Travailler pour transférer vers les hommes auteurs de violences la stigmatisation qui retombe actuellement sur les femmes victimes ;

- Dénoncer la marchandisation du corps des femmes et poursuivre le débat sur la prostitution, en particulier lors de la Coupe du monde 2010 ;

- Donner de la visibilité à toutes les formes de résistance des femmes contre la violence des hommes, surtout au niveau collectif, de manière à rompre la culture du silence qui entoure cette violence au sein de nos communautés ;

- Combattre la violence par des actions de sensibilisation auprès des mouvements sociaux alliés ainsi que par des campagnes d'éducation populaire favorisant la prise de conscience féministe ;

- Mettre en évidence les liens existant entre les politiques patriarcales qui entretiennent la violence envers les femmes (telles que l'impunité des agresseurs, le refus de l'autodétermination reproductive, la criminalisation des femmes activistes, l'interdiction de l'avortement, etc.) et les acteurs et politiques néolibérales. Il faut, par exemple, mettre en lumière le rapport existant entre le féminicide et les accords de libre-échange ;

- Travailler avec des mouvements sociaux mixtes (auxquels femmes et hommes participent) ayant comme principe directeur la construction d'un contexte dans lequel la violence envers les femmes ne soit pas acceptable et l'établissement d'espaces sans violence .

Notes

[1] Le génocide, misogynne et exceptionnellement brutal des femmes, très souvent accompagné par la violence sexuelle et l'impunité des agresseurs.

[2] Par exemple, dans les maisons d'arrêt aux Etats-Unis, le taux d'emprisonnement été de 773 pour les hommes blancs, 4,618 pour les hommes noirs et 1,747 pour les hispanos en 2007. En ce qui concerne les femmes, le taux été de 95 pour les blanches, 348 pour les noires et 146 pour les hispanas. (Sabol, William J., Couture, Heather, Bureau of Justice Statistics, Prison Inmates at Midyear 2007, Washington, DC : US Department of Justice, 2008).